

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 31/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHRISTIANSEN PRINT**

La Haute Epine  
ZA Dièpe  
28700 Garancières-en-Beauce

Références : 203/RAPVI/PBi/IC240052  
Code AIOT : 0010000203

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement CHRISTIANSEN PRINT implanté La Haute Epine ZA Dièpe 28700 Garancières-en-Beauce. L'inspection a été annoncée le 06/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHRISTIANSEN PRINT
- La Haute Epine ZA Dièpe 28700 Garancières-en-Beauce
- Code AIOT : 0010000203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement CHRISTIANSEN PRINT (ex FRANCE FLEXO) est autorisé à exploiter un atelier de flexographie par l'arrêté préfectoral du 11/07/1988. L'établissement est classé sous le régime de l'autorisation pour des activités d'imprimeries au titre de la rubrique 2450 de la nomenclature des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données à l'inspection du 12/07/2018 ;
- Situation administrative de l'établissement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les suites données aux demandes D3 et D6, ainsi qu'aux remarques R2, R3 et R4, formulées lors de l'inspection du 12 juillet 2018 n'ont pas été reprises dans le cadre du présent rapport, par souci de clarté de lecture.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Transmission déclaration GERE - NC2 VI 12/07/2018	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Gestion des eaux pluviales de voirie - NC4 et R2 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.2.6	Lettre de suite préfectorale	90 jours
6	Limitation déversement en milieu naturel - NC6 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	180 jours
8	Aération du stockage des encres - NC8 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.10	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Plan de gestion des solvants - NC9 VI 12/07/2018	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7 et 30-19	Lettre de suite préfectorale	60 jours
14	Murs coupe-feu atelier d'impression - D5 et R1 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.14	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention des cuves d'effluents - NC1 et D3 VI 12/07/2018	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
3	Suivi des systèmes de désenfumage et portes CF - NC3 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.6.1	Sans objet
5	Besoin en eau d'extinction - NC5 VI 12/07/2018	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7	Sans objet
7	Rétention de produits chimiques - NC7 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.2.2	Sans objet
10	Produits	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incompatibles - NC10 VI 12/07/2018	article 1.2.2	
11	Propreté du site - NC11 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.3.3	Sans objet
12	Situation administrative - D1 et D2 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1	Sans objet
13	Stockage des bobines papier - D4 VI 12/07/2018	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection sont repris dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétention des cuves d'effluents - NC1 VI 12/07/2018

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des encres
<b>Prescription contrôlée :</b> VII - Stockage des déchets Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> <b>Constat du 12/07/18 (cf. NC1) :</b> Les cuves stockant des effluents ou des boues contenant des encres et/ou vernis ne sont pas stockées sur rétention.  <b>Constat du 07/12/2023 :</b> L'inspection des installations classées a observé que les cuves de stockage de concentrat sont placées sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

### N° 2 : Transmission déclaration GEREP - NC2 VI 12/07/2018

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. [...]
<b>Constats :</b> La déclaration GEREP pour l'année 2022 n'a pas été réalisée au 31 mars 2023.
<b>Observations :</b> <b>Constat du 12/07/2018 (NC2) :</b> L'exploitant n'a pas déclaré ses quantités de déchets dangereux générés chaque année à l'adresse internet suivante : <a href="https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gerep/">https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gerep/</a> .  <b>Constat du 07/12/2023 :</b> L'exploitant indique avoir tenté de procéder à cette déclaration, mais avoir rencontré un bug sur le site de déclaration l'empêchant de sélectionner l'année 2022. L'inspection des installations classées a relevé que la dernière déclaration réalisée par l'exploitant date du 15 février 2022 pour la période de l'année 2021.  L'inspection rappelle que la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets pour l'année 2023 doit être réalisée <b>avant le 31 mars 2024</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 3 : Suivi des systèmes de désenfumage et portes CF - NC3 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés [...]. Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  <b><u>Constat du 12/07/2018 (NC3) :</u></b> Les rapports de vérification des systèmes de désenfumage et des portes coupe-feu ne sont pas tenus à la disposition de l'inspection des installations classées conformément à l'article 20 de l'arrêté du 29 septembre 2008. L'exploitant transmettra le rapport de vérification périodique du système de désenfumage pour l'année 2018 et des portes coupe-feu et veillera à mettre en place les recommandations des années 2017 et 2018.  <b><u>Constat du 07/12/2023 :</u></b> L'exploitant a présenté le rapport de désenfumage réalisé par la société SIA et daté du 18 avril 2023. Ce rapport liste des équipements sous la mention "état fonctionnel avec remarques". La remarque concerne l'accessibilité à la commande d'activation de l'équipement de désenfumage dans le local de stockage des encres. L'inspection des installations classées a également consulté le rapport de la société Portafeu daté du 27 février 2023 concernant l'entretien des portes coupe-feu. Ce rapport ne relève pas d'observations concernant les équipements en place.  <b>Il appartient à l'exploitant de s'assurer de la bonne accessibilité à ses équipements de commande de désenfumage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Gestion des eaux pluviales de voirie - NC4 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les eaux de la voirie [doivent] passer au préalable par un déshuileur-dégraisseur.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales de voirie ne transitent pas par un séparateur d'hydrocarbures.
<b>Observations :</b> <b><u>Constat du 12/07/2018 (NC4) :</u></b> Les eaux pluviales de voirie ne transitent pas par un séparateur d'hydrocarbures.  <b><u>Réponse de l'exploitant du 12/11/2018 :</u></b> En cours de consultation pour relevé topographique et mesure sur les rejets aqueux.  <b><u>Constat du 07/12/2023 :</u></b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures au sein de son établissement depuis la dernière visite d'inspection. Il a précisé avoir consulté son bureau d'études, qui lui a indiqué qu'au vu des concentrations en hydrocarbures relevées dans les mesures des eaux pluviales, cet appareil ne paraît pas nécessaire. L'exploitant a indiqué prévoir déposer un dossier de modification pour procéder à la mise à jour des prescriptions s'appliquant à son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

**N° 5 : Besoin en eau d'extinction - NC5 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;[...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> <b><u>Constat du 12/07/2018 (cf. NC5) :</u></b> L'exploitant ne met pas en œuvre les moyens incendie suffisants pour couvrir les besoins en eau incendie selon les normes en vigueur.  <b><u>Constat du 07/12/2023 :</u></b> L'inspection des installations classées a constaté, durant la visite de l'établissement, la présence d'une réserve souple de 120 m <sup>3</sup> . Cette réserve était remplie le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Limitation déversement en milieu naturel - NC6 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'intervention sur un sinistre nécessitant l'utilisation d'une quantité importante d'eau, toutes mesures doivent être prises afin qu'aucun déversement ne soit effectué directement dans le milieu naturel. En cas d'intervention des Services d'Incendie et de Secours, l'exploitant préviendra le responsable de cette contrainte.
<b>Constats :</b> Absence de moyen de rétention d'eaux d'extinction incendie.
<b>Observations :</b> <b><u>Constat du 12/07/2018 (cf. NC6) :</u></b> Toutes les mesures ne sont pas prises pour qu'aucun déversement ne soit effectué directement dans le milieu naturel en cas de sinistre.  <b><u>Réponse de l'exploitant du 12/11/2018 :</u></b> En cours de consultation pour relevé topographique et mesure sur les rejets aqueux et possibilité d'étancher l'ensemble du site.  <b><u>Constat du 07/12/2023 :</u></b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir progressé sur la mise en place de moyens de rétention, amovibles ou fixe des 177 m <sup>3</sup> requis, pour permettre de bloquer un déversement accidentel avant qu'il n'atteigne le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 180 jours

**N° 7 : Rétention de produits chimiques - NC7 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des produits de production
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les milieux naturels. En particulier, à tout stockage ou dépôt de liquides inflammables, dangereux ou toxiques, et d'une manière générale à tout stockage ou dépôt de liquides susceptibles de provoquer une pollution de l'eau ou du sol sera associée à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> <b><u>Constat du 12/07/2018 (cf. NC7) :</u></b> Des produits dangereux sont stockés hors rétention dans la zone de préparation et dans l'atelier d'impression. L'exploitant transmettra la FDS du Daily BIO CLEANER à l'inspection des installations classées.  <b><u>Constat du 07/12/2023 :</u></b> L'inspection n'a pas observé la présence de produits chimiques stockés hors rétention durant la



visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Aération du stockage des encres - NC8 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le local comprenant le stockage d'encres [...] sera convenablement aéré. [...]
<b>Constats : Le local comprenant le stockage des encres n'est pas aéré.</b>
<b>Observations :</b> <b><u>Constat de l'inspection du 12/07/2018 (cf. NC8) :</u></b> Le local de stockage d'encre n'est pas aéré.  <b><u>Réponse de l'exploitant du 12/11/2018 :</u></b> Après analyse et demande de conseil auprès du fournisseur d'encres, l'encre étant sensible aux températures, il nous est conseillé de ne pas aérer mécaniquement le local. Mise en place de nettoyages plus fréquents pour éviter les égouttures d'encres.  <b><u>Constat du 07/12/2023 :</u></b> L'exploitant a indiqué, durant l'inspection, que les encres qu'il utilise actuellement n'émettent pas de vapeurs de solvants nécessitant une aération. Il n'a cependant pas présenté de fiche de données de sécurité liées à ces produits justifiant de l'absence de vapeurs de solvants associées. L'exploitant a indiqué prévoir demander une modification de cette prescription au vu de l'évolution de ses pratiques et des produits utilisés. <b>Le local de stockage d'encre n'est pas aéré.</b> <b>L'exploitant n'a pas justifié de l'absence de solvants dans les produits conservés dans ce local en présentant les fiches de données de sécurité de ces produits.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 9 : Plan de gestion des solvants – NC9 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de COV
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 28-1 : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats : L'exploitant n'a pas présenté son plan de gestion des solvants 2022.</b>
<b>Observations :</b> <b><u>Constat du 12/07/2018 (cf. NC9) :</u></b> En l'absence de prescription d'un schéma de maîtrise des émissions dans l'arrêté préfectoral, le flux d'émissions diffuses de COV est non conforme à l'article 30-19 de l'AM du 2 février 1998. Par ailleurs, l'exploitant doit informer le préfet si il souhaite mettre en œuvre une démarche de schéma de maîtrise des émissions. L'exploitant doit mener des actions de réduction de ses émissions diffuses.

<b>Réponse de l'exploitant du 12/11/2018:</b> NC9 : En cours de consultation pour refaire un plan de gestion des solvants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 10 : Produits incompatibles - NC10 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> <b>Constat du 12/07/2018 (cf. NC10) :</b> Des produits incompatibles sont stockés à proximité dans le local d'ultrafiltration.  <b>Constat du 07/12/2023 :</b> L'inspection des installations classées n'a pas observé de stockage de produits incompatibles à proximité les uns des autres au sein de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Propreté du site - NC11 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être tenu en état de propreté satisfaisant. En particulier, les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les envols de poussières.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> <b>Constat du 12/07/2018 (cf. NC11) :</b> Toutes les mesures ne sont pas prises pour maintenir en état de propreté le site et prévenir l'envol des poussières. L'inspection recommande à l'exploitant de revoir la fréquence de nettoyage.  <b>Constat du 07/12/2023 :</b> L'inspection des installations classées n'a pas observé la présence de poussières ou traces d'encre durant la visite des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Situation administrative - D1 et D2 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1 – Porter à connaissance du 15/11/2013
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement 1530 et 4XXX
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 1530-3 (D) : Volume déclaré (dossier du 15/11/2013): 1 500 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  <b><u>Constat du 12/07/2018 :</u></b> 1530 : D'après l'état des stocks de 2017, la quantité de bobines de papier est de 556 533 kg. Au 30 juin 2018, la quantité est de 491 830 kg soit environ 90 % de la quantité stockée en 2017. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir de masse volumique pour estimer le volume de papier. Le dossier de mise à jour ICPE mentionne 1500 m <sup>3</sup> . 1412 : La rubrique 1412 est supprimée par le Décret n° 2014-285 du 03/03/14 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour tenir compte de la directive Seveso 3 et du règlement CLP. L'exploitant doit donc vérifier sa situation administrative par rapport aux rubriques 4XXX. Les exploitants avaient jusqu'à 2016 pour faire leur déclaration.  <b><u>Constat du 07/12/2023 :</u></b> Dans son dossier du 19 juillet 2019, transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 21 novembre 2023, l'exploitant indique que le volume maximal de papier susceptible d'être présent dans ses installations est de 800 m <sup>3</sup> . Le 7 décembre 2023, l'inspection des installations classées n'a pas observé la présence d'un volume paraissant plus important que ces 800 m <sup>3</sup> . Ce volume n'est pas classé au titre de la rubrique 1530. Les divers stockages observés le 7 décembre 2023 n'appellent pas à un commentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Stockage des bobines papier - D4 VI 12/07/2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 4° Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage pour les dépôts couverts.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  <b><u>Constat du 12/07/2018 (cf. D4) :</u></b> Fournir les hauteurs de la toiture (point bas et point haut de la base de la toiture) et confirmer à l'inspection des installations classées qu'une distance minimale de 1 m est maintenue entre le sommet de votre stockage de bobines papier et la base de la toiture.  <b><u>Réponse de l'exploitant du 12/11/2018 :</u></b> Hauteur toiture point haut = 9 mètres Hauteur toiture point bas = 8,50 mètres Au plus haut, nous gerbons 3 bobines de 2,50 mètres de haut, soit 7,50 mètres. Voir photos jointes

prises au point le plus bas de la toiture (1,20 mètre et 1 mètre sous la poutre).

**Constat du 07/12/2023 :**

Durant la visite, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant stocke au plus 3 bobines par colonne de stockage, pour une hauteur totale de 7,50 mètres. Au vu de ces observations, et des dimensions du bâtiment apportées par l'exploitant dans sa réponse du 12 novembre 2018, la distance minimale d'1 mètre entre le haut des stockages et le plafond est respectée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Murs coupe-feu atelier d'impression - D5 et R1 VI 12/07/2018**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Les activités d'impression ou de reproduction graphique nécessitant l'emploi de produits inflammables ou combustibles, les éléments de construction de l'atelier d'impression présenteront les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- murs et parois coupe feu de degré deux heures ;
- portes pare-flammes de degré de feu une demi-heure ;
- couverture incombustible ;
- plafonds coupe-feu de degré une heure ;
- sol incombustible.

**Constats :** L'exploitant ne justifie pas du caractère coupe-feu des murs de l'atelier d'impression, ni de la protection au feu des bureaux installés à proximité.

**Observations :**

**Constat du 12/07/2018 :**

**Demande D5 :** L'exploitant doit fournir un document attestant que les murs de l'atelier d'impression sont coupe-feu de degré 2 heures.

**Par courrier de réponse du 12/11/2018,** l'exploitant a transmis le procès-verbal du classement feu ainsi qu'une photo du mur parpaing avant la mise en place du bardage.

**Projets et investissements :**

Des projets de nouveaux bureaux sont prévus.

**Remarque R1 :** L'exploitant doit s'assurer que l'implantation prévue de nouveaux bureaux n'est pas dans les flux thermiques qui seraient générés en cas d'incendie (principe de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées), et que ces nouveaux bureaux respectent les dispositions constructives et les distances minimales d'éloignement prescrites par les arrêtés ministériels sectoriels et l'arrêté préfectoral le cas échéant.

**Constat du 07/12/2023 :**

L'inspection des installations classées ne dispose pas du PV de classement au feu du mur installé dans l'atelier d'impression. Ce document n'a pas été présenté par l'exploitant le jour de l'inspection ou ultérieurement.

Par ailleurs, il n'a pas présenté les documents justifiant que les bureaux ne sont pas dans les flux thermiques pouvant être générés en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 60 jours